

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE

E/CN.4/SR.173

9 mai 1950

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT SOIXANTE-TREIZIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le jeudi 27 avril 1950 à 14 heures 30.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (suite).
Article 20 (E/1371, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/358,
E/CN.4/365, E/CN.4/418, E/CN.4/447/Rev.1, E/CN.4/451, E/CN.4/455,
E/CN.4/456) (suite)

PRESENTS

<u>Président :</u>	M. CHANG	Chine
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. SORENSON	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. AZKOUL	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	M. HOARE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. SIMSARIAN	Etats-Unis d'Amérique
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Egalement présente :

Mme GOLDMAN	Commission de la condition de la femme
-------------	---

Représentants d'organisations non gouvernementales :

<u>Catégorie A :</u>	Mlle SENDER	Fédération internationale des syndicats libres (FISL)
<u>Catégorie B :</u>	M. HEILPERIN	Comité de coordination d'organisations juives
	Mlle TOMLINSON	Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales
	Mlle GARTIAN	Union internationale des ligues femmines catholiques
	M. GROSSMAN	Congrès juif mondial
<u>Secrétariat :</u>	M. SCHWELB	Directeur par intérim de la Division des droits de l'homme
	M. LIN MOUSHENG	Secrétaire de la Commission

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

Article 20 (E/1371, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/358, E/CN.4/365, E/CN.4/418, E/CN.4/447/Rev.1, E/CN.4/451, E/CN.4/455, E/CN.4/456) (suite)

1. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à poursuivre l'examen de l'article 20.
2. Mme GOLIMAN (Commission de la condition de la femme) rappelle la déclaration qu'a prononcée la représentante de la Commission de la condition de la femme devant la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/418); elle souligne le fait que, dans bien des pays, les femmes ne sont pas considérées en droit comme des personnes. Il est donc extrêmement important que le mot "sexe" figure dans le texte de l'article, afin de supprimer toute possibilité de discrimination à l'égard des femmes en raison de leur sexe. L'amendement des Etats-Unis (E/CN.4/451) marque un certain progrès dans ce sens.
3. Il convient également de ne pas oublier qu'identité de traitement n'implique pas nécessairement égalité de traitement. Dans le cas des femmes, il faut aussi prendre en considération les soins de maternité et d'autres services.
4. La Commission de la condition de la femme s'est émue de la proposition du Chili tendant à supprimer les mots "ou toute autre situation". Ceux-ci doivent être maintenus, car ils visent des modifications de l'état matrimonial, lesquelles sont particulièrement importantes lorsqu'il s'agit de trancher des questions de nationalité. La Commission de la condition de la femme estime également que le mot "naissance" doit être maintenu en raison de ses rapports avec les questions qui concernent la femme.
5. Mais surtout, la Commission de la condition de la femme est fermement convaincue que l'article 20 perd de sa force du fait de la place qu'il occupe dans le pacte; elle pense qu'il devrait être rapproché de l'article 2. Ce déplacement de l'article qui prévoit la protection contre la discrimination renforcerait de beaucoup le pacte tout entier. Par contre, si l'amendement des Etats-Unis tendant à supprimer les articles 21 et 22 était adopté, l'article 20 deviendrait le dernier article du pacte et serait ainsi mis en vedette.
6. Mlle TOMLINSON (Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales) déclare que, de l'avis de l'organisation qu'elle représente, l'article 20, sous sa forme actuelle, ne saurait assurer aux femmes de tous les pays l'égalité devant la loi. L'article 20 vise à protéger les droits définis dans le pacte; il est donc indispensable d'associer étroitement dans le

même paragraphe la protection et le droit. Les dispositions qui assurent la protection du "droit à l'égalité devant la loi" se retrouvent en différentes parties du pacte : dans le préambule, dans l'article 2 et dans le paragraphe 2 de l'article 20. La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales estime que le texte qui a trait à l'égalité devant la loi devrait être combiné avec le premier paragraphe de l'article 2, aux termes duquel les Etats qui ont adhéré au pacte s'engagent à assurer le droit à cette égalité à tout individu qui relève de leur juridiction. A moins que l'on ne rapproche beaucoup ces deux textes, les Gouvernements disposeront d'une échappatoire grâce à laquelle ils pourraient manquer à leurs engagements ou pratiquer la discrimination sous un prétexte quelconque propre à favoriser leurs desseins.

7. Des cas innombrables de discrimination flagrante à l'égard des femmes viennent constamment rappeler qu'il convient non seulement d'énoncer expressément leurs droits, mais qu'en même temps, la protection nécessaire pour assurer le respect de ces droits doit être précisée au même degré.

8. La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales suggère de modifier la rédaction du paragraphe I de l'article 20 en vue d'assurer que l'égalité de tous les individus devant la loi sera suffisamment garantie, en ajoutant au texte du paragraphe I une clause par laquelle les Etats qui auront donné leur adhésion au pacte s'engageront à assurer ce droit à tout individu qui relève de leur juridiction sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion, etc.

9. M. MENDES (Philippines) appuie la suggestion de l'Australie tendant à fondre l'article 15 et le paragraphe 1 de l'article 20. L'article 15 ne fait que reproduire le texte de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et ne sous-entend pas l'obligation qui sied à un pacte. S'il est modifié dans le sens proposé, c'est-à-dire si on en complète la teneur ou si on lui adjoint un nouveau paragraphe, l'article 15 revêtira la forme qui convient à un pacte.

10. Si l'on maintenait le paragraphe 2 de l'article 20 à sa place actuelle, il faudrait préciser que les Etats, tout en étant tenus de ne pas pratiquer la discrimination, ne peuvent cependant obliger les individus ou les groupes d'individus à ne pas la pratiquer. Il faut admettre que, jusqu'à un certain point, la discrimination est inévitable, qu'elle s'inspire d'un souci de sélection ou de mobiles répréhensibles.

11. La délégation des Philippines préconise la suppression du paragraphe 3 de l'article 20; elle estime, d'autre part, que le paragraphe 2 devrait contenir une disposition accordant à tous des possibilités égales dans les domaines économique et de l'instruction.

12. Mme MEHTA (Inde) est d'avis que les articles 15 et 20 traitent de notions différentes et ne devraient donc pas être rapprochés. L'article 15 traite de la personnalité juridique, alors que l'article 20 énonce le principe de la non discrimination dans la promulgation et dans l'application des lois.

13. D'une manière superficielle, le paragraphe 2 de l'article 20 ressemble à l'article 2; mais il faut que les deux textes demeurent distincts, afin d'éviter toute confusion entre les deux idées distinctes qu'ils exposent. Le paragraphe 2 de l'article 20 devrait être remanié de manière à indiquer clairement qu'il repose essentiellement sur le principe de la non discrimination. Mme Mehta présente un amendement (E/CN.4/455) ainsi conçu : "Dans la jouissance des droits et libertés, nul ne fera l'objet de mesures discriminatoires fondées uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation".

14. M. CASSIN (France) approuve entièrement la modification de rédaction suggérée par le représentant de la Belgique pour mieux préciser les deux idées complémentaires qui sont énoncées dans le paragraphe 1. Tout en préférant un libellé qui s'inspirerait de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, M. Cassin n'insistera pas sur ce point pour déférer au désir exprimé par la délégation libanaise de voir commencer l'énoncé des droits par "Toute personne" ou par "Tous".

15. M. Cassin ne peut suivre le représentant des Etats-Unis d'Amérique lorsque celui-ci affirme que le paragraphe 1 manque de force.

16. Pour ce qui est du lien entre l'article 15 et l'article 20, il pense que ces textes sont étroitement apparentés, mais ne sont pas identiques. L'article 15, dont la portée est plus modeste, vise uniquement à empêcher les Gouvernements de ne pas reconnaître à certains individus la personnalité juridique. On peut, certes, fondre les deux articles, mais il semble que le mieux serait d'introduire les dispositions de l'article 15 dans l'article 20.

17. M. Cassin tient à féliciter la délégation du Chili, qui a apporté de très utiles amendements au paragraphe 2; à son avis, même si ces amendements n'étaient pas immédiatement acceptés, le Chili n'en aurait pas moins apporté une précieuse contribution aux travaux de la Commission en soulignant le fait que la notion de race ne repose sur aucun fondement scientifique.

18. M. Cassin ne pense pas que l'on ait raison de craindre une extension de la liste des causes possibles de discrimination; il fait observer, à ce propos, que le terme le plus important du texte français du paragraphe 2 est le terme "notamment". Il serait peut-être bon de réfléchir sur l'opportunité de faire référence à la discrimination exercée à l'encontre des minorités; en effet, l'une ou l'autre des causes déjà énoncées pourra presque toujours être interprétée comme s'étendant à ce cas particulier.

19. Le mot "naissance" doit être maintenu, car il évoque des notions diverses -condition sociale des parents, par exemple.

20. M. Cassin pense que la proposition de la représentante de l'Inde tendant à supprimer les mots "définis dans le présent pacte" pourrait avoir de graves conséquences et aller jusqu'à provoquer de sanglantes révolutions. Même le mieux intentionné des Gouvernements ne saurait accepter un texte qui garantirait tous les droits et toutes les libertés plutôt que les seuls droits définis dans le pacte. Les conséquences d'une mesure aussi radicale sont imprévisibles. Des étrangers, par exemple, se verraient autorisés à accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat. L'on peut ne songer à effectuer des changements aussi radicaux sans procéder à une étude préalable, minutieuse et approfondie.

21. M. Cassin reconnaît le rapport qui existe entre le paragraphe 2 et l'article 2 qui traite de la mise en oeuvre; mais il pense qu'on pourrait rapprocher ces deux textes sans les fondre.

22. Malgré que le paragraphe 3 s'attire peu de suffrages -et lui-même en reconnaît l'imperfection, M. Cassin soutient qu'il faut le maintenir, parce que l'excitation est un élément important de la provocation à la discrimination. Le texte ne vise à imposer aucune réglementation de police ni aucune loi pénale susceptible de restreindre la liberté. Il se contente d'établir que toute victime éventuelle d'une mesure discriminatoire aura droit à l'égale protection de la loi contre la provocation; dans une certaine mesure, on peut y voir un signe avertissant que des mesures mûrement réfléchies doivent être prises pour prévenir tout fait de discrimination. Rappelant que les démocraties n'ont pas accordé au problème toute l'attention voulue avant la guerre, le représentant de

la France souligne l'importance qu'il faut attacher, dans ce domaine, à l'éducation ainsi qu'au sens des responsabilités chez les journalistes et les fonctionnaires. Il insiste auprès de la Commission pour qu'elle adopte le paragraphe 3 et qu'elle le fasse figurer dans le projet de pacte, soit à proximité des articles 20 ou 21, soit même en tant que partie de l'article relatif à la discrimination, ainsi qu'on l'a fait dans le cas de la Déclaration universelle.

23. Le PRESIDENT, parlant en tant que représentant de la Chine, insiste sur le fait que l'article 20 n'est pas un article relatif au droit en général, mais plutôt un article traitant essentiellement du droit à l'égalité. Les droits de l'homme mettent presque toujours en jeu des questions de comparaison et d'égalité de traitement. Bien qu'il soit difficile d'exprimer en langage juridique l'article 1 de la Déclaration universelle, le pacte pourrait au moins prévoir l'essence du principe de l'égalité devant la loi.

24. Le représentant de la Chine déclare que la longue discussion qui vient d'avoir lieu n'a pas changé son opinion et qu'il continue d'appuyer le texte de l'article 20 présenté par la Commission.

25. M. KYROU (Grèce) appuie le texte initial du paragraphe 1, y compris la modification de rédaction proposée par le représentant de la Belgique.

26. Tout en comprenant les craintes qu'ont exprimées les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni, il espère qu'au cas où les explications données par les représentants de la Belgique et du Danemark seraient enregistrées dans le compte rendu analytique, les Etats-Unis et le Royaume-Uni accepteraient de ne pas insister pour que leurs amendements soient mis aux voix.

27. Le représentant de la Grèce préfère pour le paragraphe 2 le texte de la Commission; il fait sienna la déclaration du représentant de la France selon lequel la suppression suggérée par la délégation de l'Inde n'est pas souhaitable et pourrait servir de point de ralliement à une opposition au pacte. Le représentant de la Grèce tiendra compte de la proposition visant à relier le paragraphe 2 de l'article 20 à l'article 2, bien qu'il sache que l'article 2 traite de la mise en oeuvre. Même si le paragraphe 2 de l'article 20 est maintenu à sa place actuelle, on pourrait insérer, à l'article 2, une disposition de caractère général afin de répondre à l'objection qui a été soulevée.

28. M. Kyrou reconnaît, avec le représentant de la France, que l'amendement chilien, malgré son caractère scientifique généralement admis, est peut-être prématuré.

29. Le représentant de la Grèce estime que le paragraphe 3 devrait être supprimé; en effet, en le maintenant, on affaiblirait le texte. Il fait observer

qu'à son avis, il ne serait pas bon d'introduire un texte négatif au début du pacte; il faudrait, au contraire, s'efforcer d'y placer des articles rédigés de façon positive.

30. M. RAMADAN (Egypte) appuie le paragraphe 1 avec l'amendement de rédaction présenté par la Belgique. Il s'oppose à l'amendement du Royaume-Uni, qui a pour effet de porter atteinte à la notion d'égalité et exige une énumération inutile.

31. Il reconnaît, avec le représentant de la France, qu'il conviendrait mieux de maintenir le paragraphe 2 dans l'article 20 plutôt que de le transférer à l'article 2.

32. M. Ramadan admet que, du point de vue scientifique, l'amendement chilien est justifié; mais il fait observer que cet amendement rencontrerait des obstacles juridiques sérieux.

33. La délégation égyptienne se prononce pour la suppression du paragraphe 3 de l'article 20.

34. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) accepte le paragraphe 1 avec la modification de rédaction proposée par la Belgique. Il ne saurait toutefois appuyer l'amendement inutile et superflu du Royaume-Uni. Il est évident que la loi ne peut s'appliquer également à tous et qu'il faut accorder un traitement différent aux criminels, aux mineurs, aux aliénés, etc... Il considère aussi que l'amendement des Etats-Unis est inacceptable et fait observer que la procédure normale consiste à établir en premier lieu les principes fondamentaux et à s'occuper des détails ultérieurement.

35. Le représentant de la Yougoslavie est d'avis que le texte adopté par la Commission pour le paragraphe 2 est le meilleur. Il reconnaît avec les représentants du Chili et de la France que la notion de race n'est pas scientifique, mais fait observer qu'on s'est livré à de nombreux faits de discrimination en se fondant sur cette conception erronée. L'énumération qu'on trouve dans le pacte doit envisager tous les motifs possibles de discrimination. Il propose de remplacer les mots "définis dans le présent pacte" par les mots "définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme".

36. M. Jevremovic s'accorde à reconnaître que le texte ne garantit pas complètement l'égalité des hommes et des femmes; il indique qu'il est disposé à appuyer tout texte qui garantirait cette égalité.

37. Le représentant de la Yougoslavie partage l'opinion du représentant de la France en ce qui concerne l'importance de la provocation, mais il estime que le paragraphe 3 n'est pas à sa place dans l'article 20. Cette disposition serait mieux à sa place dans l'article 21, ou en d'autres passages du pacte. La Commission pourrait aussi vouloir examiner un article d'ordre général concernant la provocation et l'excitation.

38. M. AZKOUL (Liban) estime que la première phrase de l'article 20 est absolument indispensable. Avec la légère modification de structure que propose le représentant de la Belgique, elle a une force presque illimitée. Même si l'on supprime tout le reste de l'article, il suffit de garantir à tous une protection égale et suffisante devant la loi.

39. La notion qu'exprime le paragraphe 2 a déjà été formulée expressément, et d'une manière plus générale dans l'article 2 du projet de pacte. Toutefois, dans l'article 20, on déclare que la discrimination doit cesser d'exister. Même si on maintient cette affirmation dans l'article 20, au risque de se répéter, il importe de l'ajouter à l'article 2. Dans l'article 20, on pourrait l'exposer en deux parties, en soulignant dans la seconde que, lorsque la loi n'y pourvoit pas déjà, c'est l'Etat qui doit prendre l'initiative de mesures destinées à garantir la protection complète des droits et des libertés qu'il reconnaît. Ainsi, la proposition de l'Inde, visant à étendre la portée de l'article pour englober des droits autres que ceux qui sont "définis dans le présent Pacte", présente un grand intérêt; toutefois, M. Azkoul réserve sa position à cet égard jusqu'à plus ample informé. La proposition chilienne visant à remplacer les mots "la race, la couleur," par l'expression "l'origine ethnique" est, au fond, judicieuse; il est, néanmoins, à craindre que cette dernière expression n'ouvre la voie à des abus de la part d'autorités n'agissant pas en toute bonne foi.

40. Il serait très difficile de définir l'expression "toute provocation à une distinction" de telle sorte que les Gouvernements comprennent exactement les obligations que leur impose le paragraphe 3. Le maintien de cette expression n'empêcherait pas les Etats de prendre des mesures pénales ou policières pour châtier ce qu'ils considéreraient comme une "provocation à une distinction". Même si l'on acceptait l'interprétation que le représentant de la France a donnée de cette expression, il serait plus sage de supprimer le paragraphe, et de s'en remettre entièrement au paragraphe 1 du soin d'assurer à l'individu une protection suffisante contre toute "provocation à une distinction".

41. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) retire son amendement au paragraphe 1 (E/CN.4/SR.451); il se tient en effet pour satisfait des assurances données par plusieurs membres de la Commission, et selon lesquelles le terme "égalité" n'empêche nullement d'établir, dans la mesure où elles se justifient, certaines catégories de personnes frappées d'incapacité juridique, du point de vue de la procédure pure. Il est, par conséquent, inutile de citer les exceptions dont l'amendement du Royaume-Uni donne la liste; il est impossible d'énumérer toutes les catégories. Le paragraphe 1, modifié par l'amendement belge, et une fois les mots "shall be" introduits au début du texte anglais, est parfaitement acceptable.

42. M. Simsarian ne peut appuyer la proposition de la représentante de l'Inde visant à étendre le bénéfice du paragraphe 2 à des droits autres que ceux qui se trouvent définis dans le pacte. Des facteurs tels que le statut diplomatique, l'imposition, les systèmes de sécurité sociale et des partis politiques définissent forcément certains droits et il faut pratiquer certaines distinctions en accordant ces droits. D'autre part, le terme "aucune" semble englober les restrictions supplémentaires réclamées par les Philippines, à savoir les opinions économiques et le degré d'instruction. Il faut espérer que la délégation des Philippines n'insistera pas pour que son amendement soit adopté.

43. M. Simsarian voudrait voir supprimer le paragraphe 3. Il est déjà dit dans l'article 2 que les Etats doivent assumer la responsabilité de protéger pleinement l'individu. Le paragraphe 3 risquerait de limiter la liberté d'expression et de fournir un prétexte à l'application de mesures totalitaires.

44. M. VALENZUELA (Chili), expliquant son amendement au paragraphe 2, fait observer que sa proposition a pour objet, non seulement de détruire la théorie raciste et le principe de la discrimination raciale, qui ont été les armes principales du fascisme, mais encore de faire disparaître, dans les régimes démocratiques actuels, toute manifestation de ces concepts antiscientifiques et antidémocratiques. Parmi les Etats démocratiques qui ont lutté contre le fascisme, il en est beaucoup qui continuent à pratiquer, sous une forme ou sous une autre, la discrimination raciale; ce serait, pour les Nations Unies, une réalisation méritoire que de contribuer à extirper tout vestige de telles pratiques. Il n'est pas trop tôt pour que l'Organisation des Nations Unies, qui est vraiment qualifiée pour cela, prenne l'initiative de débarrasser les démocraties des préjugés traditionnels profondément enracinés qui veulent que l'on distingue, au sein des populations,

des citoyens de première et de deuxième zone et que l'on traite certains d'entre eux en spécimens d'une espèce inférieure. Seuls les Etats qui ne tiennent pas à parfaire leur régime démocratique peuvent soutenir que l'on pourrait s'autoriser de l'expression "origine ethnique" pour pratiquer la discrimination pour des raisons de race ou de couleur. L'amendement chilien n'a pas pour seul objet de faire obstacle à une résurrection éventuelle du fascisme; son adoption constituerait un progrès important en matière de pensée démocratique positive. Il importe de garantir l'égalité de tous; il faut rapporter des mesures telles que les systèmes de contingentement en ce qui concerne l'accès aux écoles; il faut mettre fin à toute classification des individus qui repose sur la prétendue existence de groupes supérieurs et de groupes inférieurs.

45. Il est évident que la Commission est unanime sur ce principe; les opinions ne diffèrent que sur l'opportunité de le consacrer dans le pacte. Il faut repousser cette idée que le pacte devrait être conçu dans le même langage que les instruments internationaux antérieurs, fût-ce au risque d'y englober des concepts dont le caractère antiscientifique et dangereux pour le développement d'une société démocratique sont prouvés. Toute nouvelle convention internationale doit sanctionner par un choix de termes appropriés les progrès de la communauté internationale. Pour toutes ces raisons, M. Valenzuela insiste de nouveau pour que les mots "la race, la couleur" soient remplacés par "l'origine ethnique".

46. Mme MEHTA (Inde) souligne qu'en conservant dans le paragraphe 2 l'expression "définis dans le présent pacte", on restreint la portée de la protection accordée. Les droits et les libertés dont jouissent les citoyens de la plupart des Etats sont bien plus nombreux que ceux énumérés dans le pacte; l'amendement indien (E/CN.4/455) vise à garantir qu'aucune atteinte ne sera portée à ces droits. Pour répondre aux objections des représentants de la France et des Etats-Unis, le mot "uniquement" a été inséré avant l'énumération des divers motifs que l'on pourrait invoquer pour justifier une discrimination. Il va sans dire qu'il faut, jusqu'à un certain point, admettre des distinctions : c'est ainsi qu'il n'est pas nécessaire d'autoriser les étrangers à voter ou à poser leur candidature à des fonctions publiques; certaines catégories d'individus, tels que les mineurs ou les aliénés, dont fait mention l'amendement du Royaume-Uni, ne sauraient, en toute justice, être mis sur un pied d'égalité avec tous les autres membres de la société. Toutefois, la discrimination est généralement pratiquée pour l'un des motifs précis énumérés dans l'article 20 et c'est pour protéger les minorités susceptibles d'en être victimes que la délégation indienne a estimé de son devoir de présenter son amendement.

47. Mme GOLDMAN (Commission de la condition de la femme) pense qu'il faut absolument conserver dans le paragraphe 2 l'expression "sans distinction aucune". Elle remercie le représentant de la Grèce d'avoir proposé d'ajouter, à l'article 2 du pacte, une clause relative à la non-discrimination ce qui établirait d'emblée un lien entre les concepts de l'égalité et de la non-discrimination. Elle comprend parfaitement la portée du mot "naissance" dans le paragraphe 2; tout ce qu'implique ce mot intéresse particulièrement les femmes. Mme Goldman a noté avec satisfaction avec quelle force le représentant de la Chine a insisté sur l'égalité; malheureusement, les mots "personnes" et "individus" ne sont pas toujours interprétés comme englobant les femmes.

48. M. ORIBE (Uruguay) souligne la nécessité impérieuse d'adopter, dans un instrument juridique tel que le pacte, l'amendement du Chili qui tend à remplacer les mots "la race, la couleur" par l'expression "l'origine ethnique". Le racisme et les théories raciales n'ont aucun fondement scientifique et on ne saurait y faire allusion dans un pacte international. La formule proposée constitue une heureuse innovation.

49. M. Oribe reconnaît, avec la représentante de l'Inde, que l'égale protection de la loi ne devrait pas être accordée uniquement aux seuls droits et libertés énoncés dans le pacte; il conviendrait, par conséquent, de supprimer les mots "définis dans le présent pacte".

50. La Déclaration universelle des droits de l'homme est un instrument plus complet que le pacte et elle proclame un certain nombre de droits qui ne figurent pas dans le pacte, qui est un instrument juridique. L'égalité est une condition qui régit tous les droits proclamés dans la Déclaration. Le pacte doit mettre l'accent davantage sur l'égalité de traitement ou l'égalité de protection que sur le principe de l'égalité elle-même. Toutes les formes de discrimination, quelles qu'elles soient, constituent une violation de ce principe et ne devraient pas être tolérées. Le pacte doit consacrer le principe de la non-discrimination d'une manière générale et catégorique; il ne doit pas laisser entendre que les droits qui n'y sont pas expressément définis peuvent faire l'objet de discrimination. Le représentant des Etats-Unis a exprimé la crainte de voir appliquer le principe de non-discrimination au droit d'accéder à la fonction publique;

d'un
là / droit de caractère spécifiquement politique qui ne concerne pas la
Commission. Par contre, il serait désastreux si la protection des droits syndicaux, par exemple, n'était pas garantie du fait que ces droits ne sont pas expressément définis dans le pacte. Les citoyens de tous les pays jouissent d'un grand nombre

de droits sociaux et économiques qui ne sont pas mentionnés dans le pacte. Il ne faudrait pas créer l'impression, en limitant la protection de la loi aux seuls droits énoncés dans cet instrument, qu'on pourrait impunément violer les droits qui n'y sont pas définis. Depuis la signature de la Charte des Nations Unies, des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne le respect du principe de l'égalité; ces progrès ne doivent pas être enrayés par l'emploi de l'expression restrictive "définis dans le présent pacte".

51. Quel que soit l'intérêt qu'il y aurait à mettre l'article 20 en harmonie avec les articles 2 et 15, il est évident que l'article 20 doit être placé au début de la partie du pacte dans laquelle il figure actuellement. De plus, le paragraphe 2 de cet article devrait être identique au paragraphe 2 de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

52. M. HOARE (Royaume-Uni) accepte l'interprétation du paragraphe 1 donnée par le représentant du Liban. Il indique, néanmoins, que l'amendement du Royaume-Uni vise le cas des mineurs et des aliénés, qui ne rentrent pas dans le cadre de cette interprétation. Cet amendement cherche à garantir, non pas des droits égaux, mais une protection égale à tous. S'il était convaincu que le texte initial est assez large pour englober ces deux cas, M. Hoare serait prêt à retirer son amendement. Il demande si l'expression "ou tout autre situation", qui figure au paragraphe 2, ne pourrait pas être interprétée comme permettant aux gouvernements de réserver un traitement défavorable aux mineurs ou aux aliénés.

53. D'autre part, l'amendement de l'Inde écarterait également la possibilité de toute législation spéciale prévoyant un traitement différentiel pour les mineurs et les aliénés. Il se peut que le terme "définis dans le présent pacte" n'ait pas une portée aussi vaste que la Commission l'aurait désiré, mais il présente l'avantage d'énoncer, d'une manière précise, les lois et libertés qui sont en jeu. De plus, les termes généraux de l'amendement de l'Inde touchent également au problème controversé de la discrimination dans les relations privées et sociales qui, par leur essence même, ne sauraient être régies par la loi. Or cet amendement imposerait aux Etats l'obligation de faire en sorte que de telles pratiques discriminatoires soient interdites par la loi. Nombreux sont les Etats qui éprouveraient des difficultés à assumer une telle obligation.

54. Tout en comprenant le point de vue de la représentante de l'Inde, M. Hoare appuiera, néanmoins, le texte initial par souci de logique et pour des raisons d'opportunité.

55. En ce qui concerne la proposition du Chili, M. Hoare reconnaît que l'expression "origine technique" est plus scientifique que les mots "race" ou "couleur". Il pourrait y avoir cependant avantage, lorsqu'on traite de la discrimination fondée sur des conceptions populaires erronées, de définir cette discrimination dans les termes mêmes qui ont donné lieu à ces conceptions. Les termes "race" et "couleur" ont une longue histoire et il conviendrait peut-être de les retenir pour cette raison.

56. Malgré le fait que le représentant de la France a défendu le paragraphe 3 avec vigueur, M. Hoare estime que ce paragraphe peut prêter à malentendu. En effet, un texte déclaratoire de cette nature n'offre que très peu de protection réelle à l'individu et tout Etat qui ne serait pas de bonne foi pourrait l'interpréter comme l'autorisant à imposer des restrictions à la liberté de parole et d'expression. C'est pourquoi il serait préférable de supprimer ce paragraphe.

57. M. MENDEZ (Philippines) estime que le paragraphe 1 de l'article 20 devrait figurer dans l'article 15 qui, sous sa forme actuelle est incomplet.

58. Tout en reconnaissant, avec le représentant du Royaume-Uni, que tous les individus ne sont pas égaux devant la loi, il rappelle que la plupart des législations tiennent déjà compte de ce fait. Le but même du paragraphe 2 est de déterminer précisément le statut de l'individu devant la loi.

59. M. Mendez appuie l'amendement du Chili qui tend à substituer aux termes vagues du texte initial une phraséologie juridique.

60. En réponse au PRESIDENT, M. MENDEZ (Philippines) déclare qu'il n'insistera pas sur son amendement, étant donné que la question pourra être discutée en seconde lecture.

61. M. WHITLAM (Australie) reconnaît que le but de l'article 20 est de favoriser l'égalité. L'amendement de l'Inde est excellent en soi, mais les mots "nul ne fera l'objet de mesures discriminatoires" semblent soulever des difficultés. Ils imposent nettement à l'Etat l'obligation de légiférer au sujet de questions immatérielles qui échappent au domaine de la loi. C'est par l'éducation, et non par la législation, qu'il faudra éliminer la discrimination. De plus, il craint que l'amendement de l'Inde n'assure pas, en pratique, le même degré de protection que le texte initial.

62. Les mots "définis dans le présent Pacte" doivent être maintenus, car un instrument juridique doit énoncer clairement ses restrictions.

63. M. Whitlam pense que l'amendement du Royaume-Uni est inutile. La loi reconnaît les conditions particulières dont doivent bénéficier les mineurs et les aliénés et s'efforce de les protéger pleinement en veillant à ce qu'il leur soit entièrement fait justice par le moyen de curateurs ou de tuteurs capables de défendre leurs intérêts. A son avis, le paragraphe 2 doit suffire à donner satisfaction au Royaume-Uni.

64. Il considère également que l'individu serait protégé d'une manière plus complète si le paragraphe 3 était supprimé.

65. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare que la théorie raciale, qui existe depuis longtemps déjà, n'a pas de fondements scientifiques, mais elle a persisté pendant de nombreux siècles et a provoqué des maux indicibles et des effusions de sang. Le mot "races" est encore d'usage courant et le danger d'un renouveau de la théorie raciale n'a pas disparu; c'est pourquoi il conviendrait de conserver le mot "race" dans le texte de l'article.

66. Il considère qu'il faudrait respecter, dans le projet de pacte, les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et interdire toute discrimination du point de vue des droits énoncés dans cette dernière. Aussi propose-t-il de modifier le paragraphe 2 de la manière suivante : "Tout individu se verra accorder tous les droits et libertés définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, ..."
(E/CN.4/456).

67. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) appuie le bref amendement chilien révisé. Par contre, l'amendement de l'Inde est trop général et ne répond pas aux objections que le représentant des Etats-Unis a formulées précédemment. Il

fait observer que si l'on supprime les mots "définis dans le présent Pacte", le droit à la nationalité, à l'affiliation à un parti politique et à l'immigration sera mis en cause. En voulant à tout prix mettre fin à toutes formes de discrimination, on risquerait de provoquer de sérieuses difficultés.

68. M. CASSIN (France) fait observer que l'amendement de la Belgique au paragraphe 1 a été appuyé par la majorité des membres de la Commission.

69. En ce qui concerne le paragraphe 2, il constate que le représentant du Royaume-Uni entretient les mêmes doutes que lui quant à la question de savoir si "égalité" signifie égalité de traitement ou identité de traitement. On lui a donné l'assurance que, par ce terme, on entendait uniquement égalité de traitement. Si l'amendement du Royaume-Uni était adopté, il impliquerait, dans ces conditions, que l'article 20 concerne également l'identité de traitement. C'est pourquoi il demande au représentant du Royaume-Uni de retirer son amendement.

70. M. Cassin appuie les amendements de la Yougoslavie et du Chili.

71. Il ne peut accepter l'amendement de l'Inde, car, à son avis, un Etat ne saurait contraindre les territoires placés sous son contrôle à renoncer à leurs traditions. La Déclaration proclame les idéals que les Etats doivent s'efforcer d'atteindre, mais ils ne pourront pas les atteindre d'un jour à l'autre. Les mots "définis dans le présent Pacte" doivent figurer dans le paragraphe 2 et les Nations Unies devraient alors, sans attendre, rédiger d'autres pactes garantissant d'autres droits de l'homme.

72. Par contre, la clause de non-discrimination devrait être propre à chaque pacte. La Commission procéderait ainsi d'une manière ordonnée et risquerait moins de subir des échecs écrasants qui pourraient détruire tout ce qu'elle a déjà accompli.

73. M. Cassin fait observer que le mot "uniquement" considéré en relation avec les mots "ou toute autre situation", dans l'amendement de l'Inde, risquent de nuire à l'effet même que recherche le texte.

74. Il déclare, pour conclure, à propos du paragraphe 3, que les Etats sont tenus de reconnaître les droits énoncés dans le projet de pacte. Toutefois, la question de la discrimination a une importance exceptionnelle et mérite de faire l'objet d'une recommandation particulière. C'est pourquoi il faudrait, à son avis, conserver le paragraphe 3.

75. M. KYROU (Grèce) appuie l'amendement de la Yougoslavie.

76. M. NISOT (Belgique) appuie l'amendement du Chili, car il ne voit aucune raison d'utiliser perpétuellement un terme inapproprié. Il estime, ainsi que le représentant des Etats-Unis, que l'amendement de l'Inde est beaucoup trop général: il conduirait à abolir même les distinctions tirées de la nationalité et, partant, les nationalités elles-mêmes. M. Nicot pense qu'aucun Etat ne ratifierait le projet de pacte si l'amendement de l'Inde était adopté.

77. M. ORIBE (Uruguay) se demande quelle est la portée de chacun des paragraphes de l'article 20.

78. Il votera en faveur du texte initial de l'article, qui contient les mots essentiels : "définis dans le présent Pacte".

79. Mme MEHTA (Inde) fait ressortir que la portée du texte initial est par trop restreinte. Si ce texte était adopté, le pacte ne consacrerait pas l'égalité, et la discrimination subsisterait en ce qui concerne d'autres droits. A son avis, l'article 20 devrait proclamer que les droits accordés à un citoyen d'un Etat doivent être ceux de tous les citoyens sans distinction.

80. Si son amendement est rejeté, elle appuiera l'amendement yougoslave.

81. M. HOARE (Royaume-Uni) retire son amendement.

82. Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de la Chine, signale que l'amendement du Chili risque de prêter à malentendu. Pour éviter de donner l'impression que la Commission est maintenant moins préoccupée par ce problème qu'elle ne l'était dans le passé, il convient de retenir les mots "la race, la couleur", aussi mal définis qu'ils puissent être.

83. M. VALENZUELA (Chili) fait observer qu'on ne risque guère de voir le public se méprendre sur les intentions de la Commission, puisque les comptes rendus des séances sont à sa disposition.

84. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) s'oppose à l'amendement de la Yougoslavie pour les mêmes raisons qui l'on conduit à élever des objections contre la proposition de l'Inde. De plus, la Commission n'a pas comparé la Déclaration et l'article 20; aussi n'y a-t-il pas de raison pour inclure dans cette clause du pacte tous les droits que proclame la Déclaration.

85. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) fait remarquer qu'on ne saurait invoquer de raisons scientifiques pour rejeter le terme : "la couleur".

86. Répondant à M. ORIBE (Uruguay), M. CASSIN (France) déclare qu'il lui semble évident que le paragraphe 1 proclame le principe général de l'égalité. Le paragraphe 2 s'occupe du domaine plus restreint de l'application pratique, en ne faisant porter les dispositions de l'article que sur les droits et libertés "définis dans le présent Pacte". Il sympathise avec ceux qui cherchent à étendre la portée du paragraphe 2, mais il pense qu'il est pratiquement impossible de le faire. A son tour, le paragraphe 3 est limité par les dispositions du paragraphe 2.

87. M. ORIBE (Uruguay) demande, à la suite de l'explication donnée par le représentant de la France, que l'article 20 soit divisé en deux articles séparés : le premier article énoncerait le principe général et correspondrait au paragraphe 1; le second énoncerait les idées contenues dans les paragraphes 2 et 3. Le maintien de l'article 20 sous sa forme actuelle ne peut que susciter des malentendus et créer de la confusion.

88. Le PRESIDENT estime que la Commission se trouve en mesure de voter sur le texte de l'article 20; elle examinera en deuxième lecture la suggestion du représentant de l'Uruguay.

89. M. ORIBE (Uruguay) demande qu'il soit tenu compte du débat actuel lorsqu'on donnera au projet de pacte sa forme définitive.

90. M. AZKUL (Liban) invite la Commission à ajourner le vote sur l'article 20. En effet, beaucoup d'amendements ont été présentés au cours de la séance et ils méritent un examen attentif. La question soulevée par le représentant de l'Uruguay n'est pas une simple question de forme; elle présente une grande importance et il faut se garder de la trancher à la légère. Il ne faut pas non plus que la Commission ajourne sa décision en la matière jusqu'à l'examen en deuxième lecture.

91. La délégation libanaise tient à présenter un amendement à l'amendement de l'Inde, dans l'espoir que ce dernier réunira ainsi les suffrages de la Commission. Il y a, à vrai dire, un très grand écart entre le texte initial et l'amendement de l'Inde; cependant, le fond de la question est d'une importance primordiale et il faut éviter de prendre une décision à son égard avant d'avoir épuisé toutes les possibilités éventuelles de compromis. La Commission devrait prendre le temps de bien peser tous les aspects de la question, et par conséquent ne passer au vote qu'à la prochaine séance.

92. M. ORIBE (Uruguay) et M. NISOT (Belgique) préfèrent que l'article 20 soit mis aux voix sur-le-champ.

93. M. KYROU (Grèce) présente une motion d'ajournement de la séance.

94. Le PRESIDENT met cette motion aux voix.

Par 7 voix contre 6, avec 2 abstentions, la motion d'ajournement est rejetée.

95. En réponse à une question de M. ORIBE, le PRESIDENT précise que la discussion n'est pas close et que l'amendement libanais peut donc être présenté et examiné.

96. M. SORENSON (Danemark) se demande, eu égard à la genèse de l'article, si la traduction correcte en anglais de la première partie de l'amendement yougoslave (E/CN.4/456) ne serait pas : "Without discrimination of any kind, such as ..."

97. Le PRESIDENT rappelle à la Commission que c'est en effet le terme "discrimination" qui a été choisi comme rendant le mieux le sens du mot français "distinction".

98. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) accepte le mot "discrimination".

99. M. AZKOUL (Liban) insiste de nouveau pour que la Commission remette à la prochaine séance son vote sur l'article 20. En effet, l'amendement de l'Inde soulève des questions qui prêtent sérieusement à controverse et son adoption empêcherait peut-être bien des pays d'adhérer au pacte. M. Azkoul espère que l'amendement libanais, qui ne peut pas encore être distribué, fera disparaître bien des objections formulées à l'égard du texte de l'Inde. Eu égard au danger que comporterait une décision précipitée et dans l'espoir qu'il sera possible d'aboutir à une solution satisfaisante d'une question d'une telle importance, il invite une nouvelle fois la Commission à ajourner son vote sur l'article 20.

100. M. KYROU (Grèce) propose de clore le débat sur l'article 20, hormis la discussion de l'amendement libanais, et de procéder au vote sur cet article à la séance suivante.

Par 9 voix contre zéro, avec 7 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 17 heures 50.